



Regroupement étudiant franco-ontarien

Le 1<sup>er</sup> août 2013

**Objet : La lutte des Franco-Ontarien.ne.s pour leur université**

Chers Messieurs Lepage et Turcotte,

Nous espérons que votre saison estivale se passe bien. Comme plusieurs Canadiens français, nous sommes de fidèles auditeurs de Tout le monde en parle, tant pour la variété de ses invités que l'ambiance générale de votre émission. Nous apprécions aussi que vous donniez la parole à une panoplie d'acteurs politiques des scènes québécoise et canadienne. Vous agissez ainsi en tant que tribune pour les enjeux de l'heure et assurez l'avancement de débats publics, un effort tout à fait louable qui explique le maintien de votre popularité après une décennie en ondes.

Lors du passage de La Petite séduction à Sudbury et à Lafontaine (Ontario) ce printemps, quelques-uns de nos membres ont eu l'occasion de rencontrer Dany Turcotte qui a bien voulu mettre en valeur l'histoire et les paroliers de nos patelins, ce qui nous a bien réjouis. Nous sommes aussi heureux de voir de nos artistes de l'extérieur du Québec, dont Damien Robitaille et Lisa LeBlanc, passer à votre plateau, ce qui souligne la résilience de nos communautés francophones, mais aussi leur volonté de tendre la main à la cause commune qu'elle celle du fait français en Amérique. Cela dit, là où les francophones du Canada sont plutôt absents, c'est bien dans la conscience politique des Québécois et c'est un point sur lequel nous aimerions attirer votre attention.

Nous étions bien heureux de voir la visibilité qu'a accordée TLMEP au printemps érable, amenant ainsi les enjeux des étudiants québécois au cœur du débat public. Malgré tout, nous sommes d'avis que la cause étudiante des Canadiens français mériterait aussi une certaine attention de Radio-Canada. En tant que regroupement représentant les 22 000 étudiants postsecondaires franco-ontariens, notre organisme tiendra à partir du mois d'octobre prochain les États généraux sur le postsecondaire en Ontario français. Cette initiative, qui comprendra cinq consultations régionales ainsi qu'un sommet provincial, cherche notamment à doter les Franco-Ontariens d'une université de langue française autonome. Vous le savez peut-être, mais les 600 000 Anglo-Québécois ont actuellement trois universités de langue anglaise au Québec (Bishop's, Concordia et McGill), les 300 000 Acadiens ont deux universités (Moncton et Sainte-Anne) et même les 50 000 Franco-Manitobains ont l'Université de Saint-Boniface. Toutefois, les 611 000 Franco-Ontariens n'ont toujours pas accès à une université unilingue française. Nous n'avons que certains programmes de langue française éparpillés dans neuf institutions dites « bilingues ». Les Franco-Ontariens ont beau avoir des commissions scolaires francophones indépendantes et deux collèges communautaires de langue française, le gouvernement ontarien traîne de la patte à donner suite à une vieille promesse de l'ancien premier ministre Bob Rae

d'accorder l'autonomie aux Franco-Ontariens dans le domaine universitaire. Vous en conviendrez qu'il s'agit d'une injustice historique qui mérite d'être réglée.

Actuellement, la pression augmente et les organismes franco-ontariens se mobilisent pour faire de l'enjeu une priorité dans les discussions relatives au rayonnement du fait français hors Québec. Nous n'avons pas besoin de trop insister sur l'assimilation et le détournement de fonds consacrés aux programmes de langue française dans ces universités bilingues; ces institutions perpétuent la sujétion des Franco-Ontariens et leur difficulté de se recréer culturellement.

On pourrait croire qu'il s'agit d'un enjeu exclusivement interne à l'Ontario et qui ne concerne pas le Québec. Cela dit, si le fait français se porte bien dans les avant-postes du Canada français, il se portera de plus belle au Québec. Par ailleurs, on n'a qu'à se référer à l'histoire du rapport du Québec avec sa diaspora pour comprendre que les gains réalisés par les communautés minoritaires ont été directement liés à l'appui et la sympathie du Québec pour leur sort. Pendant les règlements interdisant l'enseignement du français au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, il a fallu organiser des souscriptions des paroisses, mais aussi des pressions politiques pour signaler aux provinces anglaises que, si elles s'attendaient à ce que le Québec offre des institutions autonomes et des droits à sa minorité anglophone, les autres provinces allaient devoir en faire autant pour leurs minorités francophones. Ça n'a jamais été le cas, car les Anglo-Québécois ont toujours été les mieux desservis parmi les minorités nationales du Canada, mais il a fallu les interventions publiques des politiciens fédéraux et des premiers ministres du Québec pour pousser l'Ontario, parfois par menace de boycotter certains échanges commerciaux, à respecter totalement les Canadiens français installés sur son territoire. C'est d'ailleurs lorsque le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau a menacé de boycotter les produits manufacturiers ontariens et la coopération en matière hydroélectrique que l'Ontario a finalement renoncé à l'infâme Règlement XVII, qui a interdit l'enseignement du français dans les écoles ontariennes de 1912 à 1927. C'est lorsque Daniel Johnson père a écrit *Égalité ou indépendance* que, en voulant démontrer l'ouverture des provinces anglaises, le premier ministre John Robarts a promis l'ouverture d'écoles secondaires de langue française. Plusieurs concessions additionnelles, dont la *Loi sur les services en français* et l'ouverture des collèges communautaires, nous sont arrivées après que René Lévesque eût établi des ententes de réciprocité en matière scolaire avec les provinces anglaises.

De nos jours, vu l'éclatement de l'espace médiatique, il est difficile de capter l'attention du public avec des causes, aussi importantes soient-elles, qui n'ont pas les moyens des riches entreprises et des gouvernements en difficulté. Toutefois, TLMEP, avec ses taux d'écoute élevés, constitue un bastion rare où le public québécois et canadien-français en général est à l'écoute des grands enjeux de l'heure. D'ailleurs, vous êtes conscients de l'impact que vous avez lorsque ces enjeux dominent l'agenda politique la semaine suivante. Ce que nous vous demandons, c'est une occasion de parler d'une cause qui touche la francité hors Québec d'une perspective politique. La question de la viabilité de ces minorités se pose donc au-delà de nos artistes charmants, mais bien dans les tranchées de combats politiques aussi. Nous pourrions partager plusieurs détails additionnels au sujet des particularismes de l'injustice que nous vivons dans le domaine universitaire, une réalité que les Anglo-Québécois n'auraient jamais

tolérée chez eux. Nous vous demandons donc de bien vouloir nous accorder un peu de temps sur votre plateau la saison prochaine, moment pendant lequel nous tiendront nos États généraux, pour discuter de cet enjeu essentiel à l'avenir de notre communauté. Nous ne pouvons prédire les retombées d'un passage à TLMEP auprès de Kathleen Wynne, de Pauline Marois ou de la société civile québécoise, mais nous espérons qu'une participation sensibiliserait tant le Québec que les autres provinces à une cause assez centrale à notre survie culturelle. Hier comme aujourd'hui, le soutien du Québec à sa diaspora est directement relatif à la capacité de cette dernière de se renouveler. Nous espérons donc que notre appel sera suffisant pour convaincre Radio-Canada de prêter quelques minutes de visibilité à cette question.

Nous vous prions, chers Messieurs Lepage et Turcotte, de considérer notre bien humble requête.

A handwritten signature in black ink, reading "Alain Dupuis". The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke extending to the right.

**Alain Dupuis, Coordonnateur général  
Regroupement étudiant franco-ontarien (RÉFO)**

613-857-1333 | [info.refo@gmail.com](mailto:info.refo@gmail.com) | [www.refo.ca](http://www.refo.ca)  
202 - 135, rue Alice, Ottawa (Ontario) K1L 7X5  
Aimez notre [page Facebook](#) | Suivez-nous [sur Twitter](#)